

Burkina Faso/Après la double attaque de vendredi dernier à Ouagadougou Un jihadiste clé présumé interrogé

AFP
Ouagadougou/Burkina Faso

En même temps, apparaissent des soupçons de complicités au sein de l'armée.

L'ENQUÊTE sur la double attaque de Ouagadougou progressait hier : un jihadiste présumé soupçonné d'avoir joué un rôle clé était entendu par la justice du Burkina Faso qui soupçonne des complicités dans l'armée.

L'homme dont la nationalité n'a pas été révélée a été arrêté vendredi dans les heures qui ont suivi les attaques coordonnées contre l'état-major des armées burkinabè et l'ambassade de France à Ouagadougou, a déclaré à l'AFP une source gouvernementale. Cet homme est soupçonné d'avoir participé à l'attaque de l'état-major général de l'armée, en plein centre de Ouagadougou et pourrait même être "un cerveau" de l'opération, a-t-on ajouté.

Les attaques ont fait sept morts parmi les forces de sécurité, selon un dernier bilan, et ont été revendiquées samedi soir par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) lié à Al-Qaïda disant agir en représailles à une opération militaire française antijihadiste au Mali.

D'autres assaillants "jihadistes ont peut-être pu s'enfuir" après l'attaque de l'état-major, situé dans le quartier très fréquenté du



Photo : AFP

L'enquête sur la double attaque de Ouagadougou, vendredi, a enregistré des progrès hier.

grand marché de Ouagadougou, selon la source gouvernementale.

Les autorités ont de "très forts soupçons" qu'il y ait "des infiltrés dans l'armée" qui ont renseigné les jihadistes pour l'attaque de l'état-major, a ajouté la source burkinabè.

En effet l'explosion de la voiture piégée qui a précédé l'assaut a totalement détruit une salle de réunion, située en façade du bâtiment, où devait se tenir une réunion de l'état-major de la force antijihadiste du G5 Sahel. La réunion a été changée de salle au dernier moment, évitant un carnage.

"CONNAISSANCE DES HABITUDES" DE L'ÉTAT-MAJOR • "Ils avaient une connaissance des habitudes et pratiques courantes au sein de l'état-major, ce qui explique la facilité avec laquelle ils ont accédé au sein de l'état-major par son

accès de service, situé au dos de l'entrée principale", avait expliqué samedi une autre source gouvernementale.

Les enquêteurs se demandent si l'attaque contre l'ambassade de France n'était pas une "diversion" avant l'attaque contre l'état-major.

Située dans la zone des ambassades, l'ambassade de France est très bien protégée. La tentative s'est d'ailleurs soldée par la mort des quatre jihadistes qui n'ont pas pu pénétrer dans l'enceinte diplomatique, a aussi expliqué la source gouvernementale.

Toutefois, dans sa revendication, le GSIM a dit avoir agi "en réponse à la mort de plusieurs de ses dirigeants dans un raid de l'armée française dans le nord du Mali il y a deux semaines". Le dernier bilan des attaques de vendredi fait état de sept morts parmi les

forces de l'ordre burkinabè et plus de 80 blessés, ainsi que de neuf jihadistes tués, selon la première source gouvernementale.

L'un des hommes tués avait été compté à tort dans un bilan précédent parmi les forces de l'ordre parce qu'il portait un treillis militaire. Il s'agissait en réalité d'un jihadiste, dont plusieurs étaient en uniforme, a précisé cette source.

Un procureur et quatre enquêteurs français étaient attendus hier à Ouagadougou pour participer à l'enquête sur la double attaque de vendredi, a par ailleurs indiqué la source.

L'activité reprenait normalement hier dans la capitale burkinabè, mais, signe de l'extrême tension qui persiste, deux incidents armés se sont produits, dont l'un a fait un mort.

Vers 02H00 heures du matin (01 heure au

Gabon), une voiture avec trois hommes à bord a tenté sans succès de forcer un barrage dans la zone de la présidence du Burkina Faso, en périphérie de Ouagadougou, selon une deuxième source gouvernementale.

Deux hommes ont réussi à s'enfuir, le troisième a été arrêté par des membres de la sécurité présidentielle qui tenaient le barrage, à environ 1,5 kilomètre du palais présidentiel.

L'homme arrêté a été abattu deux heures plus tard après avoir tenté de s'emparer de l'arme d'un de ses gardiens, selon cette même source. Les forces de l'ordre ratissaient la zone dimanche.

Cet incident est apparemment sans lien avec l'attaque jihadiste, selon une source sécuritaire, car les hommes n'avaient pas d'armes.

Autre incident hier matin, des soldats ont effectué des tirs de sommation contre des passants qui voulaient franchir une barrière dans la zone de l'état-major, toujours totalement bouclée.

Le GSIM est une organisation jihadiste regroupant depuis tout juste un an plusieurs entités du Sahel liées à Al-Qaïda. Le nouveau groupe est dirigé par le Touareg malien Iyad Ag Ghaly, chef Ansar Dine.

Le Burkina Faso est depuis 2015 la cible d'attaques jihadistes, qui ont déjà frappé sa capitale, sans jamais toutefois atteindre un tel niveau d'organisation.

L'Afrique en bref

• **Guinée-Bissau/Politique. Manif des opposants au président Vaz**

Une centaine d'opposants au président José Mario Vaz ont manifesté hier à Bissau pour soutenir les sanctions de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) contre 19 personnalités bissau-guinéennes pour non-respect d'un accord de sortie de crise politique.

• **Mali/Enquête. Assassinat de journalistes de RFI : un juge français à Bamako**

Le juge anti-terroriste français chargé d'enquêter sur l'assassinat de deux journalistes de Radio France internationale (RFI) en 2013 à Kidal dans le nord du Mali, a pu se rendre début février à Bamako, a annoncé l'association des Amis de Ghislaine Dupont et Claude Verlon.

• **Sierra Leone/Politique. Le président sortant défend son bilan et son candidat**

Le président sortant de la Sierra Leone, Ernest Bai Koroma, en campagne pour les élections présidentielle et législatives de mercredi, a défendu son bilan et poussé le candidat de son parti, niant vouloir continuer à tirer les ficelles au terme de son second mandat.

A travers le monde

• **Allemagne/Politique. Les sociaux-démocrates valident une nouvelle coalition avec Merkel**



Les membres du parti social-démocrate allemand ont approuvé à une large majorité une nouvelle coalition avec Angela Merkel, levant le dernier obstacle à la formation d'un gouvernement, selon des résultats officiels annoncés hier.

• **France/Politique. Marine Le Pen visée par un contrôle fiscal**

L'hebdomadaire français Le Journal du Dimanche (JDD) affirme que la présidente du parti français d'extrême droite Front national (FN), Marine Le Pen, est "actuellement visée par un contrôle fiscal", ce que l'intéressée a dénoncé hier comme une nouvelle "persécution".

• **Syrie/Conflit. Ghouta : le régime a "progressé" sur plusieurs fronts**

Le régime syrien a dit hier avoir "progressé sur plusieurs fronts" dans la Ghouta orientale, après une percée inédite et la conquête de nouveaux secteurs de l'enclave rebelle, à la faveur notamment de 15 jours de bombardements meurtriers.

Afrique du Sud/Politique

Malema lance sa campagne pour 2019

AFP
Johannesburg/Afrique du Sud

Il a, du même coup, pris ses distances avec l'Alliance démocratique, son ex-partenaire de coalition à la tête de grandes villes du pays.

LE chef de l'opposition de gauche radicale Julius Malema a lancé hier sa campagne pour les élections de 2019 et affiché ses ambitions présidentielles en prenant avec virulence ses distances avec l'Alliance démocratique, ex-partenaire de coalition de son parti à la tête de grandes villes d'Afrique du Sud. Le chef des Combattants pour la liberté économique (EFF, gauche radicale), a lors d'un rassemblement à Johannesburg, confirmé qu'il tenterait d'évincer le maire de Port Elizabeth dont l'administration a été soutenue par EFF depuis les élections de 2016.

Le maire de cette ville de la côte sud, Athol Trollip, est membre de l'Alliance démocratique (DA), principal parti d'opposition qui a gouverné Port Elizabeth ainsi que Johannesburg et Pretoria avec le soutien du parti EFF de M. Malema. Mais depuis la démission en février du président Jacob Zuma, qui a été longtemps la cible des critiques belliqueuses de M. Malema, le parti EFF s'en prend à l'Alliance démocratique, l'accusant d'être un parti raciste qui défend les intérêts des blancs.

"Tous les blancs qui votent pour DA, qui sont furieux à propos de ce que nous allons réaliser à Port Elizabeth ... Vous tous, vous pouvez aller en enfer, vous êtes le cadet de nos soucis. Nous ne nous soucions pas des sentiments des blancs", a-t-il lancé, sous les applaudissements de la foule. "Nous ne haïssons pas les blancs, nous aimons simplement les noirs", a-t-il ajouté. M. Malema a tenté de re-



Photo : AFP

Le chef des Combattants pour la liberté économique (EFF, gauche radicale), Julius Malema, est déjà en piste pour les élections générales de l'an prochain.

nouer avec le Congrès national africain (ANC) au pouvoir depuis l'accession au pouvoir du nouveau président sud-africain Cyril Ramaphosa qui a succédé à Jacob Zuma.

"Ramaphosa doit faire ce qu'il convient de faire. Cela nous est égal qu'il soit un milliardaire, nous voulons qu'il fasse ce qu'il faut faire", a poursuivi M. Malema.

Le parti des Combattants pour la Liberté économique, fondé en 2013 par M. Malema lorsqu'il a été expulsé de l'ANC en même temps que plusieurs alliés, est le troisième parti pour ce qui concerne le nombre de députés à l'Assemblée nationale.

Dans son discours, M. Malema a salué la résolution de l'ANC pour une réforme de la Constitution afin

d'autoriser la redistribution des terres agricoles, détenues principalement par des blancs, au profit de la majorité noire.

"Nous n'écouterons aucun Britannique, nous n'écouterons pas le Parlement européen, nous n'écouterons pas l'Onu, nous écouterons le peuple d'Afrique du Sud", a lancé M. Malema, qui a défendu cette motion adoptée à une large majorité fin février par le parlement.

Il faisait allusion à une lettre envoyée mardi par la députée du parti britannique populiste UKIP Janice Atkinson au ministre étrangères Boris Johnson appelant le gouvernement à se saisir de ce sujet de la redistribution des terres agricoles en Afrique du Sud.

M. Malema a également exhorté les sympathisants des EFF à s'inscrire sur les listes électorales, affirmant que s'ils ne le faisaient pas, ils sont des "criminels".